

Pierre Triomphe, *1815, La Terreur blanche*. Toulouse: Privat, 2017. 475 pp. Tables, maps, notes, bibliography, and index. 21€ (pb). ISBN 978-2-7089-6969-8.

Review by Jean-Clément Martin, Université Paris 1 Panthéon–Sorbonne

Comment étudier une période marquée par des controverses si importantes que la réalité des faits en devient incertaine ? Tel pourrait être le résumé de ce livre consacré à « la Terreur blanche » de 1815 par celui qui en est l'historien le plus prudent et le plus précis. Dans une historiographie qui fait peu de place à la Restauration et à la Contre-Révolution, l'Auteur propose une présentation renouvelée de cet épisode particulièrement polémique, puisque la Terreur blanche est le terme retenu pour parler des meurtres et des vengeances effectués dans le sud-est du pays, en écho aux violences commises dans la vallée du Rhône en 1795, et bien évidemment à « la Terreur » inventée par Tallien pour attribuer à Robespierre la répression révolutionnaire exercée entre 1792 et 1794. Les choses sont telles que l'établissement des faits survenus en 1815 est toujours difficile et que les interprétations sont liées à des positions idéologiques ou mémorielles. L'intérêt majeur de ce livre est de se livrer avec une grande détermination à la vérification systématique des événements pour ne pas faire la part belle aux légendes.

Une question doit être d'emblée posée à P. Triomphe, pourquoi faut-il attendre la fin du livre pour cette problématique apparaisse clairement dans un chapitre intitulé « les mots de l'imaginaire » ? Comme il le dit lui-même, c'est manifestement après 1830 que le terme s'impose, sous l'influence des libéraux, donc des vainqueurs de la récente Révolution de Juillet qui viennent de mettre à bas la monarchie de Charles X, pour accuser les vaincus d'avoir eu des pratiques analogues à la période révolutionnaire. Le mot reste cependant d'une grande imprécision puisqu'il sera appliqué aussi à l'écrasement de la Commune en 1871 ! Cette perspective, d'une grande novation et d'une grande richesse, n'est pourtant pas exploitée par l'auteur qui, dans son livre, préfère d'abord décrire strictement les violences et les affrontements qui sont survenus entre 1814 et 1816 dans un grand sud, de Nice à Bordeaux, avant d'en suivre la mémoire jusqu'à la fin du XIXe siècle.

Le parti pris de l'Auteur de ne pas commencer son livre par cette discussion peut être compris ; reste qu'il aurait dû être exposé parce que ces enjeux participent pleinement de la réalité historique et qu'ils enrichissent la démarche adoptée. Sans doute pour éviter ce qu'il estime être de vaines querelles, l'Auteur commence donc son récit dans les années 1811-1814 quand des émotions apparaissent dans le Midi provoquées par les mauvaises récoltes et les levées imposées par la guerre. Cette situation ne dégénère pas immédiatement puisque même l'installation du gouvernement par Louis XVIII, en 1814, est suivi par un calme relatif. Les autorités nouvelles réussissent à limiter les affrontements entre extrémistes des deux bords, royalistes d'un côté, impériaux-républicains de l'autre, pourtant tous mécontents d'une cohabitation imposée. Reste que là aussi, le lecteur aurait attendu que l'Auteur explique un paradoxe. Comment comprendre que dans cette région, aux contours mal définis, il conviendra d'y revenir plus loin, particulièrement marquée par les luttes—voire les véritables guerres civiles—de 1790 à 1800 (au bas mot) une telle

suspension des tensions ait pu se produire ? L'Auteur souligne la politique menée par les élites détournant au besoin les revendications populaires contre des cibles symboliques ; à tout le moins, il aurait fallu rappeler rapidement les chocs dramatiques qui avaient eu lieu dans les décennies précédentes et renvoyer aussi aux pratiques administratives antérieures, héritées de l'Empire pour montrer la continuité d'attitude qui se prolongeait.

La mosaïque des opinions et des convictions qui est un trait dominant de ce Midi est à peine signalée, si ce n'est par le rappel du livre de Valérie Sottocasa, *Les mémoires affrontées*[1] ; pourquoi ne pas avoir utilisé les travaux de S. Clay, de D. Sutherland, de R. Moulinas, sur la Provence, ou encore, a contrario, la thèse de Martine Lapied qui montrait comment les équilibres confessionnels s'établissaient de façon très subtile dans le Comtat révolutionnaire ?[2] Certes la littérature est considérable, mais est-il possible de se contenter des archives d'une époque, 1814-1815, en négligeant par principe les études déjà réalisées et déjà validées par des recherches érudites bien connues ? Il ne s'agit pas, ici, d'un appel à l'érudition pour elle-même, mais d'une réflexion de méthode au nom des exigences d'une discipline qui n'existe que par la constitution d'une œuvre collective discutant des connaissances établies pour dégager de nouvelles interprétations.

L'éclairage apporté par les travaux précédents explique bien pourtant les réactions spécifiques des différentes zones. A ce point, le lecteur que je suis aurait aimé qu'une discussion soit menée pour comprendre pourquoi ce genre d'événements se déroulait dans ce Midi imprécis mais pas dans l'Ouest vendéen ou breton—ainsi, à mon gré, la comparaison (p. 259), n'est pas assez développée. Les structures et les hiérarchies sociales expliquent à l'évidence ces façons différentes par lesquelles le royalisme populaire s'est exprimé. Le livre récent d'Aurélien Lignereux, cité dans cet ouvrage, facilitait pourtant la comparaison et aurait pu être discuté.[3]

En revanche, en insistant sur le débarquement de Napoléon en mars 1815, venant de l'île d'Elbe, qui déclenche les hostilités, l'Auteur montre avec une grande pertinence comment une action individuelle suffit à bousculer radicalement les arrangements existants. D'un seul coup, des autorités rivales se concurrencent, des heurts se produisent entre volontaires et troupes de ligne, les clivages religieux se réactivent, en même temps que la mémoire de la décade révolutionnaire resurgit. Tout s'aggrave après Waterloo, quand des émeutes royalistes éclatent spontanément notamment à Marseille et à Montauban, ce qui n'est pas sans rappeler les années 1790. Le vide politique considérable qui s'est installé a laissé les extrémistes des deux camps régler leurs comptes. Dans le Midi, la situation est aggravée par la coexistence de deux gouvernements royalistes, celui de Louis XVIII et celui qui avait été confié au duc d'Angoulême. Les émeutes éclatent là où les notables locaux sont incapables d'assurer un contrôle, en définitive dans peu d'endroits – révisant à la baisse ce qui est souvent assuré, et dans la suite logique des événements antérieurs. Nul ne s'étonne de retrouver Montauban, Montpellier, Toulouse, Marseille, Nîmes ou Avignon, parmi les villes où des tueries ont lieu : à l'évidence les années 1790 ont laissé des traces. Au passage, pourquoi ne pas chercher à savoir pourquoi Bordeaux, où les sentiments royalistes s'étaient affichés en 1814, échappe à la liste ? On attendait aussi une réflexion sur Toulouse et sa région marquée par les affrontements de 1799 et la présence d'élites engagées dans la défense de la monarchie—ce que l'existence d'une solide historiographie sur la période pouvait permettre aisément. On comprend que dans la vallée du Rhône, chaque commune arbore à sa guise le drapeau

blanc ou tricolore, continuant ainsi la guerre civile qui a commencé vingt-cinq plus tôt, mais tout cela aurait mérité une vision synthétique.

Reste que les violences les plus graves sont limitées mais profanations, supplices et mises à mort sont bien réelles (ce dont le maréchal Brune est victime, par exemple). Le lecteur, même averti, regrettera que ces épisodes, célèbres ou ignorés, soient traités de façon aussi fugace. N'était-il pas possible, avec la rigueur qui guide cet ouvrage, de faire un récit rapide, mais précis, de ces mises à mort qui continuent de figurer dans nos mémoires ? L'Auteur rend compte avec force des mauvais traitements réservés aux femmes républicaines, dénudées, battues et même épilées, faits évoqués ici de façon neuve. Le souci, certes louable, de ne pas donner dans un récit spectaculaire, gomme pourtant le retentissement local ou national de faits exceptionnels comme il ne profite pas des comparaisons attendues avec d'autres épisodes de l'histoire nationale, bien entendu avec les sévices commis au moment de la Libération en 1944. Ne fallait-il pas rendre compte des échos de ces exactions après en avoir circonscrit la réalité factuelle ? Certes le souci de ne pas faire des amalgames incertains en étudiant d'autres manifestations répressives hors des cas avérés explicitement se justifie, mais trop de prudence néglige ce qui a été ressenti à ce moment précis parmi des populations inquiètes et souvent mal informées. Le principe même de « la terreur » étant que son effectivité dépend autant des nouvelles fausses que des actes tangibles, ne fallait-il faire un sort plus détaillé aux exactions rattachées à la Terreur blanche pour analyser ces rapprochements et en montrer de façon claire les limites ?

La démonstration qui suit s'intéresse aux rouages sociaux à l'œuvre, montrant que, logiquement, les élites royalistes jouent ici finalement un rôle médiocre. Ces groupes d'hommes souvent peu aptes à contrôler les engagements populaires, sont rivaux entre eux, incapables de proposer des programmes politiques, et laissent la part belle aux fortes personnalités qui, dans certaines localités travaillées par des conflits religieux, organisent des manifestations allant du charivari aux exécutions. Ces passages sont solidement établis sur une étude sociale bien menée. Sans surprise, elle montre que les convictions royalistes de ces vrais chefs de bandes, comme les fameux Trestailons et Quatre-Taillons, sont souvent douteuses. Leurs interventions s'enracinent souvent dans les luttes claniques entre quartiers comme dans les longues querelles confessionnelles entre protestants et catholiques, et relèvent d'un fonds culturel que l'Auteur, à raison, rapproche de celui des sans-culottes.

Le roi va pourtant réduire ces déferlements de violence, étant aidé rapidement par les royalistes locaux qui abandonnent leurs velléités d'autonomie, quitte à faire la part du feu et accepter que les légions de volontaires créées pour l'occasion se chargent de la protection des non royalistes et des protestants. La crainte des « jacobins blancs » est partagée par administrateurs soucieux de ne pas être débordés. Les principes d'une bonne gestion administrative, méfiante envers les débordements populaires, sont appliqués dans la suite des régimes précédents, Directoire et Empire. On comprend que là, comme dans l'Ouest, les royalistes les plus virulents aient pu se sentir abandonnés. En décembre 1815, le contrôle politique est à nouveau efficace, mais il est à noter que les jugements concernant les principaux protagonistes ne sont rendus qu'en 1816.

Le bilan est contrasté et difficile à dresser. Au terme d'un examen des sources fiables, l'Auteur estime qu'à côté des milliers d'arrestations de suspects (6000) et des condamnations prononcées (un peu moins de 4000) dans tout le pays, le nombre des déplacés reste inconnu mais a été

important. Le Midi se distingue inégalement par rapport à la France, 13% des arrestations, mais 33 % des condamnations, six départements (Aude, Gard, Haute-Garonne, Gironde, Hérault et Tarn) concentrant 71 % des condamnations. Étonnamment, le nombre des personnes tuées demeure relativement faible, l’Auteur en dénombrant 179, dont 65 dans le Gard, 53 dans les Bouches du Rhône (estimation basse), 28 dans l’Hérault et 16 dans le Vaucluse. La justice a été sévère, alors qu’elle va acquitter les royalistes impliqués dans des crimes. Mais encore une fois relevons qu’en ne retenant que les faits rattachés exactement aux actes parfaitement identifiés au royalisme populaire, l’Auteur ne prend pas en compte les multiples affaires contemporaines qui défrayaient la chronique. À cet égard, une critique de la thèse de Christian Schneider, citée dans le livre, qui avait fait la part (certainement trop) belle aux conspirations de toutes sortes aurait eu un grand intérêt.

On comprend mal en définitive qu’une si médiocre histoire ait eu de si grandes résonances, comme le montre la dernière partie qui brosse à grands traits la mémoire qui naît de ces événements. On ne reviendra pas ici sur la dénomination de « Terreur blanche », même s’il aurait sûrement fallu expliquer avec des éléments de comparaisons pourquoi la mémoire a connu un paroxysme au moment de l’installation de la Monarchie de Juillet jusque dans les années 1850, pour décliner continuellement après, n’étant plus rappelée que sporadiquement ou dans des œuvres littéraires comme celles d’André Chamson. Les travaux de Maurice Agulhon auraient certainement été éclairants et là encore la mise en perspective avec la Vendée et la Bretagne s’imposait, même rapidement. Dans la réflexion critique qui clôt le livre avec les « mots de l’imaginaire », l’Auteur évoque la figure de « Trestaillon » qui suscite fascination et répulsion en même temps, ainsi que la région du Midi telle que celle-ci prend consistance dans les imaginations politiques françaises. Cette notion est discutée tardivement—et trop allusivement (p. 315, note 1). Il est difficile de ne pas rappeler que la notion était en elle-même polémique et que les luttes politiques du sud de la France avaient été scrutées avec inquiétude par les acteurs politiques du reste du pays dès 1789. Les violences, les tentatives de sécession, les affrontements complexes contribuaient à donner à ce vaste ensemble une image différente des autres régions françaises. Cet ensemble de débats aurait dû être rappelé en montrant les grandes divergences qui marquaient cette zone. Le Massif central, ou encore Toulon sont finalement peu concernés par ces événements, ce qui n’était pas attendu alors que les oppositions y avaient été très fortes pendant la Révolution. C’est sur ce constat que le livre s’achève. Le lecteur y a gagné des connaissances dépassionnées et bien établies. Il demeure cependant un peu sur sa faim de n’avoir pas eu toutes les réponses aux questions que les légendes, les dénonciations et les polémiques avaient entretenues sur le sujet.

NOTES

[1] Valérie Sottocasa, *Mémoires affrontées. Catholiques et protestants face à la Révolution dans les montagnes du Languedoc* (Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2004).

[2] Martine Lapied, *Le Comtat et la Révolution française: naissance des options collectives* (Aix-en-Provence: Publications de l’Université de Provence, 1996).

[3] Aurélien Lignereux, *Chouans et Vendéens contre l’Empire, 1815* (Paris: Vendémiaire, 2015).

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
jean-clement.martin@orange.fr

Copyright © 2017 by H-France, all rights reserved. H-France permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. H-France reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Forum nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France.

H-France Forum
Volume 13 (2018), Issue 1, #3